

Conditions d'utilisation des contenus du Conservatoire numérique

1. Le Conservatoire numérique communément appelé le Cnum constitue une base de données, produite par le Conservatoire national des arts et métiers et protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. La conception graphique du présent site a été réalisée par [Eclydre](#).
2. Les contenus accessibles sur le site du Cnum sont majoritairement des reproductions numériques d'œuvres tombées dans le domaine public, provenant des collections patrimoniales imprimées du Cnam. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 :
 - la réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur ; la mention de source doit être maintenue (Cnum - Conservatoire numérique des Arts et Métiers - <https://cnum.cnam.fr>)
 - la réutilisation commerciale de ces contenus doit faire l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.
3. Certains documents sont soumis à un régime de réutilisation particulier :
 - les reproductions de documents protégés par le droit d'auteur, uniquement consultables dans l'enceinte de la bibliothèque centrale du Cnam. Ces reproductions ne peuvent être réutilisées, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
4. Pour obtenir la reproduction numérique d'un document du Cnum en haute définition, contacter [cnum\(at\)cnam.fr](mailto:cnum(at)cnam.fr)
5. L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.
6. Les présentes conditions d'utilisation des contenus du Cnum sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

NOTICE DE LA GRANDE MONOGRAPHIE	
Auteur(s) ou collectivité(s)	Auteur collectif
Auteur(s)	Auteur collectif
Titre	Conférences d'actualités économiques
Adresse	[Paris] : CNAM, 1934-1935
Collation	19 liasses
Nombre de volumes	19
Sujet(s)	Pensée politique et sociale Économie politique
Notice complète	https://calames.abes.fr/pub/cnam.aspx#details?id=Calames-20141110171124701
Permalien	https://cnum.cnam.fr/redir?MS237_2CC10
LISTE DES VOLUMES	
	Les grands courants de la pensée sociale actuelle. l'inventaire du désarroi [28 décembre 1934]
	Le rôle des grandes places internationales [30 janvier 1935]
	L'État moderne et ses fonctions dans le désarroi actuel [13 février 1935]
	Les principes de la coopération [23 février 1935]
	Le rôle des grandes places internationale. Cinquième conférence [27 février 1935]
	Le placement des jeunes [27 février 1935]
	Confrontation des doctrines et des faits [1er mars 1935]
	Le problème monétaire et la crise [4 mars 1935]
VOLUME TÉLÉCHARGÉ	Le monde monétaire actuel et les mouvements récents des prix. Première conférence [6 mars 1935]
	Les faits essentiels et les principes de la vie économique aux États-Unis [12 mars 1935]
	[Les conditions actuelles de l'agriculture.] Le problème de la viande [14 mars 1935]
	La politique internationale [15 mars 1935]
	Les conditions actuelles de l'agriculture. Première conférence : Le divorce de l'usine et de la terre [20 mars 1935]
	La politique monétaire de la France. Première conférence [21 mars 1935]
	Les conditions actuelles de l'agriculture. Le problème de la viande. Troisième conférence [21 mars 1935]
	La réforme de l'État. Première conférence [27 mars 1935]
	Une idée et un exemple de 1848 : l'École d'administration [28 mars 1935]
	Le monde souffre d'un trouble de circulation. Première conférence [29 mars 1935]
	Les grandes transformations historiques et économiques des nations et des continents. Première conférence [8 mai 1935]

NOTICE DU VOLUME TÉLÉCHARGÉ	
Auteur(s) volume	Auteur collectif
Titre	Conférences d'actualités économiques
Volume	Le monde monétaire actuel et les mouvements récents des prix. Première conférence
Adresse	[Paris] : CNAM, 1935

Collation	1 liasse (24 f.) ; 31 cm
Nombre de vues	48
Cote	CNAM-BIB Ms 237 (8)
Sujet(s)	Question monétaire Dévaluation
Thématique(s)	Économie & Travail Histoire du Cnam
Typologie	Ouvrage
Langue	Français
Date de mise en ligne	29/10/2026
Date de génération du PDF	29/10/2026
Recherche plein texte	Disponible
Notice complète	https://calames.abes.fr/pub/cnam.aspx#details?id=Calames-20152271725855212
Permalien	https://cnum.cnam.fr/redir?MS237.8

Conservatoire National des Arts et Métiers

CONFERENCES D'ACTUALITES ECONOMIQUES

Conférences de M. NOGARO

LE MONDE MONETAIRE ACTUEL

ET LES MOUVEMENTS RECENTS DES PRIX

Première Conférence

Sous la Présidence de M. CH. SPINASSE

Mercredi 6 Mars 1935

(Applaudissements)

M. le PRESIDENT. - J'ai le grand honneur de saluer ce soir, devant vous, au nom du Conservatoire, l'un des maîtres les plus éminents de l'Université française, l'un des hommes qui ont le plus honoré la tribune parlementaire. Lorsque le Conseil d'Administration décida en effet, de contribuer pour sa part, à vaincre les pensées débilitantes qui naissent de notre passivité en face des faits dont nous ne connaissons pas la cause ou qui se déroulent autrement que nous l'avions prévu, lorsqu'il décida d'organiser une série de Conférences d'Actualités économiques destinées à éclairer l'opinion en lui faisant connaître la nature exacte des problèmes à résoudre et, notamment, celle du problème monétaire qui est au coeur de l'économie moderne, il sollicita, tout naturellement, le concours de M. Nogaro.

MS 237(8)
Xa 3/7

C'est que nul, en effet, n'est plus qualifié que lui pour

CONFIDENTIAL - SECURITY INFORMATION

1. PURPOSE AND SCOPE

2. REFERENCES

3. DEFINITIONS

4. SCOPE OF THE PROGRAM

5. ORGANIZATION

6. MANAGEMENT RESPONSIBILITIES

7. PROCEDURES

(Continued)

8.1. The purpose of this program is to ensure that all personnel are aware of the security requirements of the organization and to provide them with the necessary training and resources to meet these requirements. This program is intended to be a continuous process, with regular updates and training sessions to ensure that personnel are always up-to-date on the latest security requirements and procedures.

8.2. The scope of this program includes all personnel, regardless of their position or level of responsibility. This includes both full-time and part-time employees, as well as contractors and consultants. The program also covers all aspects of the organization's operations, including information security, physical security, and personnel security.

8.3. The organization's security requirements are based on a number of factors, including the nature of the organization's operations, the sensitivity of the information it handles, and the potential for security threats. These requirements are documented in the organization's security policy and are updated regularly to reflect changes in the threat environment and the organization's needs.

8.4. The management responsibilities for this program are assigned to the senior management of the organization. This includes the responsibility for setting the overall security strategy, for allocating resources to the program, and for ensuring that the program is implemented and maintained effectively.

8.5. The procedures for this program are designed to ensure that all personnel receive the necessary training and resources to meet the organization's security requirements. This includes the development of training materials, the scheduling of training sessions, and the monitoring of personnel's performance to ensure that they are meeting the required standards.

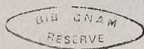
8.6. The organization's security requirements are based on a number of factors, including the nature of the organization's operations, the sensitivity of the information it handles, and the potential for security threats. These requirements are documented in the organization's security policy and are updated regularly to reflect changes in the threat environment and the organization's needs.

9.1. The purpose of this program is to ensure that all personnel are aware of the security requirements of the organization and to provide them with the necessary training and resources to meet these requirements. This program is intended to be a continuous process, with regular updates and training sessions to ensure that personnel are always up-to-date on the latest security requirements and procedures.

diriger, en ces matières, l'effort de clarté et de raisonnement auquel vous êtes conviés. Voici plus de trente ans, n'est-il pas vrai ? - c'était, je crois en 1904 - qu'il eut le courage scientifique de s'attaquer avec une rare vigueur de pensée à ces théories quantitatives de la monnaie qui étaient alors presque universellement admises et aux conceptions économiques statiques qui étaient fondées sur elles. Dans sa thèse d'abord, puis dans une série d'articles que publia de 1906 à 1908 la *Revue d'Economie Politique*, il démontra, par une étude approfondie où les facteurs humains trouvèrent leur place à côté des facteurs matériels que, non seulement la monnaie n'était pas une marchandise, mais qu'elle pouvait très bien se passer, au moins pour les échanges intérieurs, de fondement matériel, que, dans tous les cas, sa valeur dépendait moins de ce fondement que du rapport entre les signes existant et la masse des objets à échanger. Vue neuve et prophétique qui établit alors la notoriété mondiale du savant et qui permet, aujourd'hui, de rendre compte de faits qui, pour beaucoup sont inattendus et décevants.

Tant il est vrai que les plus grands savants sont, souvent, les véritables révolutionnaires, parce qu'ils savent observer et décrire les faits avant de les expliquer et je pense que c'est pour cela que M. Nogaro se sentit un jour attiré vers la vie publique et fit profiter, pendant dix ans, le Parlement et ses Commissions, les Conseils du Gouvernement, trop peu de temps hélas ! des lumières de la recherche scientifique. Qu'il me permette aujourd'hui, de lui dire qu'ils sont nombreux, au Parlement, ceux qui n'oublieront jamais ses discours sur la stabilisation monétaire, sur le jeu du gold-exchange standard, sur les incidences des impôts directs et indirects, qu'ils sont plus nombreux encore ceux qui regrettent chaque jour la décision qu'il a prise librement de quitter cette Assemblée où sa présence, aujourd'hui si utile pour faire comprendre à ceux qui portent de lourdes responsabilités, les problèmes comme ceux que pose le retour nécessaire à la parité monétaire.

Mais, son activité intellectuelle, n'en est pas heureusement diminuée et, hier encore, il nous donnait dans la



Ms 237(8)
SA

Revue Economique Internationale Un article plein de substance et de force sur la dévaluation. Voici qu'aujourd'hui il commence une série de conférences dont va profiter un public attentif et averti. Avant de lui donner la parole, je veux très respectueusement l'en remercier au nom du Conservatoire

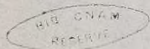
(Applaudissements)

M. Nogaro. - Mesdames et Messieurs, je suis infiniment touché, flatté et confus des termes dans lesquels un maître de cette maison qui a été de mes excellents et éminents collègues au Parlement a voulu me présenter à vous, ce soir. Je ne m'attarderai pas à lui répondre. Je crois que ce serait sortir de mon rôle puisque, ~~je~~ je suis un simple professeur; je lui dis simplement merci et je remercie le Conseil de direction de cette maison de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole ici, ce soir.

On m'a demandé de traiter en quelques leçons, un sujet dont on m'a proposé le titre en ajoutant, très courtoisement et obligeamment que, s'il me paraissait préférable de le modifier, j'avais toute liberté de le faire. J'ai préféré ne pas le faire parce que ce titre que je vais vous rappeler évoque certainement des associations d'idées qui sont d'origine savantes, mais qui sont devenues populaires. On m'a demandé de parler du monde monétaire actuel et du mouvement des prix, ce qui indique que, dans l'esprit de nos contemporains cultivés et même je dirais presque de la masse, on s'est accoutumé à associer l'idée de grand mouvement des prix à celle de phénomènes monétaires.

C'est une idée qui, à vrai dire, se conçoit. Elle a une simplicité et en même temps une ampleur qui explique qu'elle ait d'abord germé, sans doute, dans des cerveaux scientifiques et qu'elle se soit ensuite répandue. Je voudrais, pour vous la traduire, vous lire un passage d'un auteur qui fut un des ^{me} maîtres et qui, en même temps qu'il fut un précurseur de la science économique actuelle, était un homme de grande valeur littéraire. C'était un poète - je peux le dire - en même temps qu'un économiste et je ne résisterai pas au plaisir d'évoquer devant vous ce problème, dans les termes où il l'a fait. Permettez-moi de le lire :

Ms 237 (8)



Il y a une certaine liberté d'expression en matière de religion
et de force que l'État ne peut pas empêcher. Voilà pourquoi il est
nécessaire de laisser à chaque individu la liberté de croire ou de
ne pas croire, de pratiquer ou de ne pas pratiquer une religion, de
se convertir ou de ne pas se convertir, etc.

(Aplaudissements)

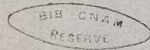
M. Norio. - Je tiens à déclarer, je suis très heureux
d'être ici et de vous rencontrer. Je tiens à vous dire que
le monde entier est en paix et que les hommes sont en paix.
Il n'y a plus de guerre, il n'y a plus de violence, il n'y a plus
de haine. Les hommes sont tous frères et tous égaux. C'est
la grande victoire de l'humanité. C'est la grande victoire
de la civilisation. C'est la grande victoire de la science.
C'est la grande victoire de la morale. C'est la grande victoire
de la religion. C'est la grande victoire de l'humanité.

M. Norio. - Je tiens à déclarer, je suis très heureux
d'être ici et de vous rencontrer. Je tiens à vous dire que
le monde entier est en paix et que les hommes sont en paix.
Il n'y a plus de guerre, il n'y a plus de violence, il n'y a plus
de haine. Les hommes sont tous frères et tous égaux. C'est
la grande victoire de l'humanité. C'est la grande victoire
de la civilisation. C'est la grande victoire de la science.
C'est la grande victoire de la morale. C'est la grande victoire
de la religion. C'est la grande victoire de l'humanité.

M. Norio. - Je tiens à déclarer, je suis très heureux
d'être ici et de vous rencontrer. Je tiens à vous dire que
le monde entier est en paix et que les hommes sont en paix.
Il n'y a plus de guerre, il n'y a plus de violence, il n'y a plus
de haine. Les hommes sont tous frères et tous égaux. C'est
la grande victoire de l'humanité. C'est la grande victoire
de la civilisation. C'est la grande victoire de la science.
C'est la grande victoire de la morale. C'est la grande victoire
de la religion. C'est la grande victoire de l'humanité.

"Un phénomène tel qu'une hausse générale et uniforme
"des prix ne comporte que deux explications possibles : ou
"bien il faut admettre que les faits sont ce qu'ils paraissent
"être, c'est-à-dire que toutes les marchandises ont subi un
"mouvement de hausse générale et identique, ou bien il faut
"admettre que la valeur d'une seule chose, la monnaie, a subi
"un mouvement de baisse, rien n'ayant changé dans la valeur des
"autres marchandises. En ces deux explications, laquelle choi-
"sir si le bon sens ne permet pas de se décider en un instant ?
"Autant la seconde est claire et simple, autant la première est
"invraisemblable par le prodigieux concours de circonstances
"qu'elle suppose. Comment, en effet, imaginer une cause ayant
"la vertu d'agir si durement et en même temps sur des objets
"si dissemblables au point de vue de la quantité et du mode de
"production ; une cause capable de faire monter à la fois et
"dans une proportion identique, la soie et la houille, le blé
"et les diamants, les dentelles et le vin, la terre et la main-
"d'oeuvre, etc....Préférer cette seconde explication serait
"toujours admettre pour expliquer le mouvement des astres, le
"système de Ptolémée à celui de Copernic. Ce mouvement peut
"s'expliquer aussi de deux façons : soit par le déplacement
"de la voûte céleste toute entière, d'Orient à l'Occident, soit
"tout simplement par le déplacement de notre terre en sens in-
"verse, ou même, à défaut de toute preuve directe, il ne serait
"pas permis d'hésiter entre les deux explications. Comment
"imaginer en effet que des astres aussi prodigieusement distants
"les uns des autres que le soleil, la lune, les planètes, les
"étoiles et les nébuleuses puissent marcher de concert dans
"leurs rangs, comme des soldats dans une revue ! Le raison-
"nement serait le même pour un mouvement ascendant uniforme des
"prix. Il ne pourrait raisonnablement s'expliquer que par une
"sorte d'illusion d'optique comme un mouvement apparent causé
"par un mouvement réel et inverse, la monnaie."

Voilà, Messieurs, les termes véritablement éloquents
dans leur poésie astronomique par lesquels M. Gide nous expo-
sait pourquoi, quand nous sommes en présence d'un mouvement
général des prix, le bon sens, à défaut d'une aussi belle
imagination que la sienne, nous indiquait qu'il n'y avait pas
à hésiter un instant, à mettre en cause un facteur d'unité
générale et à incriminer la monnaie.

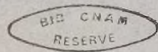


Ms 237(8)

Je dois dire, cependant, que l'admiration que j'ai pour mon éminent prédécesseur disparu il y a peu de temps et dont la mémoire est encore présente à tous ceux qui l'ont connu, le respect que j'ai pour lui, dis-je, ne m'interdit pas cependant, tout esprit de critique. Et, après vous avoir lu ce beau passage, j'ai le devoir de vous dire que le problème n'est pas, nécessairement aussi simple et voici pourquoi : M. Charles Gide avait considéré une hypothèse dans laquelle en effet le sens de sa pensée était très clair et évident. Il avait supposé que tous les prix marcheraient à un même rythme, que toutes les marchandises monteraient d'un même mouvement complètement synchronique et il vous disait : "Comment supposer un instant que la valeur, que le prix de toutes ces marchandises puisse varier, au même instant, d'une même proportion, sans qu'il y ait une cause commune à ce phénomène général et commun ?" C'était très vrai, en soi. C'était vrai de telle manière que cela ne peut pas se discuter, mais nous sommes en présence d'une hypothèse. Dans quelle mesure correspond-elle à la réalité ? Ici, M. Gide lui-même ajoute un peu plus loin : "Sans doute il n'en est pas tout à fait ainsi, les prix ne varient jamais tout à fait de la même manière." Il continue : "Mais, si à l'aide de calculs bien tournés on peut dégager une moyenne générale, une hausse de 10 % par exemple, cette moyenne ne pourra s'expliquer que par suite des mêmes raisons que nous venons de donner, que par une baisse égale et inverse du numéraire." Là, je crois que le raisonnement passe, insensiblement de la rigueur qui conduit à l'évidence, à l'à peu près, qui peut conduire au doute et parfois à l'erreur.

En effet, M. Charles Gide l'a avoué dans cet addendum à ce joli discours sur le mouvement des astres et des prix : il n'y a pas de baisse générale, il n'y a pas de hausse générale, il y a des mouvements moyens des prix. Mais, une moyenne, cela peut se faire de bien des manières !. Je ne suis pas mathématicien, je ne parle pas nécessairement à des mathématiciens, aussi vais-je prendre un exemple concret, très simple. Prenons une moyenne de prix et, pour être très simples réduisons au minimum le nombre de ce chiffre. Pour faire une moyenne prenons en trois ; mais ce qui est vrai pour trois pourrait être vrai pour des milliers, pour des millions et

Ms 237(8)



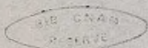
des milliards. Nous allons donc en prendre trois.

Voici une hausse moyenne de 25 %. Elle peut être faite de la hausse de 30 % d'un produit, de 20 % d'un autre, de 25 % d'un troisième. Nous sommes d'accord, n'est-ce pas ? Cela fait 25 %. Elle peut être faite aussi d'une hausse de 80 % d'un produit, de 20 % d'un autre et d'une baisse de 25 % d'un troisième. Cela fait également une moyenne de 25 %. Je conclus qu'il n'y a pas nécessairement un lien entre les mouvements généraux des prix et une cause générale. Je veux dire que l'hypothèse qui nous est suggérée ne s'impose pas nécessairement ; cela dépend des circonstances. Il peut y avoir des mouvements de prix assez hauts, moyenne qui nous suggère l'idée d'une hausse unique. Il peut y en avoir d'assez complexes qui, au contraire, ne nous suggèrent pas cette idée et, par conséquent, nous ne sommes pas certains qu'il faille mettre en cause un facteur unique. Il est possible que cela soit, il est possible que cela ne soit pas. Je vais plus loin.

Supposons un mouvement, des mouvements de prix quelconques, comme il s'en produit tous les jours : telle marchandise monte, telle autre baisse, tel tarif diminue. Qu'est-ce que cela donne au total ? La moyenne nous conduira nécessairement à un changement, à moins qu'un heureux hasard fasse que toutes ces variations de prix se soient compensées. Il arrive qu'à deux années différentes, en 1820 et 1855 par exemple, vous pourriez avoir un même niveau des prix. Mais, en général, il n'en est pas ainsi et les mouvements de prix qui se produisent aboutissent à un changement en hausse ou en baisse et, non seulement il est possible que cela soit sans faire intervenir un facteur unique quelconque. Mais je dirai même qu'il est nécessaire presque toujours que cela soit.

Cependant, j'ajoute que nous sommes parfois en présence de mouvements de prix d'une certaine durée : pendant des années le vent est à la hausse, ou à la baisse. Nous sommes alors amenés à nous demander pourquoi la question qui a été posée méritait d'être retenue. Pourquoi j'ai accepté le titre qu'on me proposait tel qu'il était. Il y a en effet des problèmes à élucider. On m'a prié de les élucider en quatre le-

MS 237(8)

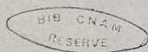


çons et par conséquent, aujourd'hui, il faut commencer par le commencement. Il y a plusieurs manières de commencer par le commencement. Il y aurait une méthode strictement logique. J'aurais peur qu'elle fut ingrate à suivre et, après tout, j'ai pensé qu'il y a ou qu'il peut y avoir ou qu'il peut ne pas y avoir un lien probable entre le mouvement général des prix et le facteur monétaire : si nous commençons par un cas où la relation entre les deux faits paraît vraisemblable et directe ? J'ai pensé alors qu'on parle aujourd'hui des dévaluations. Vous savez qu'ici même, dans cette même salle, un apôtre de la dévaluation, M. Paul Reynaud, est venu soutenir la thèse de la dévaluation en France.

Mais ceci n'a pas germé dans son esprit sans qu'il y ait eu quelques précédents. En vérité, nous avons tout autour de nous, dans le monde, des pays qui ont laissé choir leur monnaie. Sans prendre parti le moins du monde, a priori, dans une querelle que certains entrevoient comme de caractère doctrinal, il y a lieu d'étudier ce phénomène. Il y a eu des dévaluateurs autour de nous et je crois pouvoir vous dire dès à présent que ces dévaluateurs ne sont pas sans avoir des répercussions chez nous. Des mesures prises à l'étranger réagissent sur nous. Par conséquent le problème de la dévaluation est un problème qui se pose devant nous pour des raisons pratiques et qui mérite, je vous l'assure, et vous en serez je crois encore plus convaincu après m'avoir entendu, d'être étudié.

Qu'est-ce au juste que ces dévaluations auxquelles je faisais allusion il y a un instant. Vous vous rappelez, Mesdames et Messieurs, que par un triste jour maussade de septembre 1931, les Anglais ont abandonné la livre, je veux dire que la Banque d'Angleterre a cessé de fournir à ceux des habitants de la Grande Bretagne qui avaient à régler leurs comptes à l'étranger, l'or dont ils pouvaient avoir besoin, le pays étant alors fortement débiteur de l'étranger. L'Angleterre avait cependant une encaisse d'or médiocre, mais respectable. Bien plus, elle avait reçu, à ce moment-là, de la France et des Etats-Unis, un concours puissant, sous la forme de crédits importants ; et je puis dire que les hommes du métier

MS 237 (8)



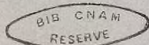
même ceux de la pratique, pensaient qu'avec les moyens de convertibilité dont disposait la Grande Bretagne, la livre était inattaquable.

C'était raisonner, malheureusement, sur des données périmées. L'ordre de grandeur des règlements internationaux avait pris des proportions telles qu'en effet ce stock, si important qu'il fut, s'avéra insuffisant. Entendons-nous. Peut-être si l'on avait tenu le coup jusqu'au bout, aurait-il pu suffire, mais il s'avéra insuffisant en ce sens que ceux qui détenaient n'osèrent pas engager la bataille et qu'il laissèrent fléchir la livre. Quelque temps après, la livre remonta. Mais alors, et c'est ici que l'histoire commence à être intéressante, nos amis britanniques décidèrent qu'il ne fallait pas laisser remonter la livre. Ils avaient conscience d'avoir stabiliser, un peu par orgueil, trop haut lorsqu'ils étaient revenus à leur système monétaire normal après la guerre et ils eurent l'habileté, l'audace - comme vous voudrez - d'utiliser les circonstances adverses, ce qui est le propre du fin politique. Il pensèrent que le malheur des temps avait voulu que la livre s'effondre malgré eux et se dirent : "Ne la laissons pas remonter". Il faut dire que déjà certains dominions britanniques avaient donné l'exemple. Il faut ajouter aussitôt que les pays satellites de l'Angleterre suivirent son exemple, puis, pour des motifs différents, les Etats-Unis.

Si bien qu'aujourd'hui la France se trouve isolée dans le monde, n'ayant autour d'elle que quelques compagnons fidèles au bloc or : l'Italie, la Belgique, la Hollande, la Suisse, un peu plus loin la Pologne, restés fidèles à la monnaie rétablie au lendemain de la guerre et qui, par conséquent, se trouvent avoir des monnaies de 40 pour cent plus chères que la plupart des autres monnaies. Voilà le fait ; il est grave et vous allez voir tout à l'heure pourquoi.

Il est grave si vraiment un problème se pose, car je prévois l'objection que pourriez me faire ; elle a été faite officiellement : ces pays ont laissé fléchir leur monnaie qui est moins chère à acquérir que la notre par celui qui achète des ces pays. Avantage, semble-t-il, pour leur exportation ; inconvénients pour la nôtre. Tout cela à condition

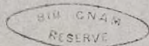
Ms 237 (8)



que les prix, dans ces pays là, n'aient pas montés en proportion. Supposons que l'addition au restaurant s'élève en Angleterre à 40 % au dessus de ce qu'elle était avant la dévaluation : que nous importe que la livre sterling revienne moins cher ; cela ne fait que rétablir l'équilibre, l'égalité.

En est-il véritablement ainsi ? Plus modestement, je vous dirai a priori que j'en suis pas tout à fait sûr, et même si je me croyais sûr a priori je vérifierais. Vérifions d'abord les faits. Je tâcherai ensuite de vous les expliquer de mon mieux. Les faits ? Je suis obligé de reconnaître que sur ce point je suis d'accord avec M. Paul Reynaud. J'entends par là que les chiffres nous mettent d'accord ; ce n'est pas une volonté personnelle, une question de sentiment ou de réaction contre un sentiment personnel qui me pousse à donner un accord. Je m'appuie sur la statistique, bien qu'elle ne soit pas toujours bonne. On peut dire qu'elle n'a pas une exactitude telle que nous puissions en tirer des déductions rigoureuses. Non certes, mais cela dépend des ordres de grandeur. Il s'agit de savoir si nous voulons figurer et tirer de la statistique des renseignements qui seraient vrais à des fractions infinitésimales : dans ce cas-là, il ne faudrait pas l'utiliser. Mais il s'agit d'informations d'ordre général, et s'il s'agit de nous fixer sur des ordres de grandeurs, je vous avouerai humblement que j'ai tout de même plus de confiance dans la statistique que dans ma petite jugeotte personnelle. J'aime encore mieux me référer à des indices établis selon des méthodes après tout comparables par des services officiels sérieux dans deux pays ou dans quelques pays voisins.

Si nous prenons les prix de gros en Angleterre, ils avaient, en 1931, l'indice 101 ; en 1932, ils sont tombés à 97, après l'abandon de la livre ; en 1933, ils sont remontés à 99 ; en octobre 1934, ils étaient remontés d'un point : 98. Mais je dois dire qu'en octobre 1933 c'était également 98. Il faut distinguer entre les indices annuels moyens et les indices mensuels qui représentent des fluctuations passagères. Par conséquent, il faut reconnaître que les prix de gros sont les mêmes actuellement qu'en 1932 et un peu moindre qu'en 1931,



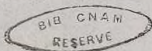
Ms 237 (8)

avant la chute de la livre.

Prix de détail, toujours en monnaie nationale. Nous parlerons tout à l'heure de ce qu'il faut appeler les prix or. Prix de détail en Angleterre en monnaie nationale : 1931, 119; 1932, 125 ; 1933, 120,; octobre 1933, 126 ; octobre 1934, 127. Il y a peut-être une légère tendance à la hausse, mais infime : 1 sur 125, dans ces derniers temps, mais un taux encore inférieur à 1931. Le coût de la vie en Angleterre est le même : 1931, 147 ; 1932, 143 ; 1933, 140 et aout 1934, 143. Il peut y avoir des variations saisonnières, peut-être une légère hausse, mais sans que les prix soient remontés au delà du taux de 1931.

Il faut le reconnaître, il faut avoir la bonne foi de le reconnaître, nous pensions, nous nous imaginions, - et quand je dis "nous", je n'exclus personne, pas même votre serviteur - que les prix en Angleterre avaient dû monter, sinon en proportion de la baisse de la valeur de la livre sterling par rapport à l'or, tout au moins dans une certaine mesure. La hausse n'a pas eu lieu. Il y a peut-être une très légère tendance à la hausse dans ces derniers temps, mais, je le répète, sans qu'on soit même revenu au taux d'avant la dépréciation. Par conséquent, disons franchement que les prix en Angleterre n'ont pas monté ; et comme la monnaie anglaise coûte moins cher à se procurer, les prix britanniques se trouvent actuellement moins élevés que les nôtres.

Je vais d'ailleurs préciser ma démonstration : le problème en vaut la peine ; c'est un point capital. Je sais qu'on a dit le contraire : on a soutenu dans une étude largement diffusée de M. Duchemin, qu'il y avait une légère hausse des prix en Angleterre. Je dois dire qu'il s'agit de hausse entre un moins et un autre (les chiffres de M. Duchemin ont été pris à la même source que les miens). Si on peut supposer dans les derniers temps une légère tendance à la hausse, elle est infime et n'atteint pas les prix d'avant ~~guerre~~ la dépréciation. Conclusion pour l'Angleterre : il n'y a pas eu pratiquement jusqu'ici de hausse de prix et la monnaie étant moins chère, il coûte sensiblement moins cher d'acheter au-



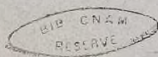
Ms 237(8)

jourd'hui en Angleterre qu'en France.

Le fait est analogue dans les autres pays dévaluateurs. J'ai pris quelques pays que je n'ai pas choisis arbitrairement : ce sont des cas symptomatiques. Si la liste est courte, c'est que la statistique qui nous est fournie par nos service officiels est limitée, parce qu'on tient compte des pays dont les statistiques sont le plus comparables aux nôtres. Prix de détail aux Etats-Unis : 1930, 119 ; 1933 , 97 ; 1934 (octobre), 113. Il y a donc ici une hausse qui ne nous a pas encore ramenée au point de départ, bien qu'elle soit plus caractérisée qu'en Angleterre. Vous savez d'ailleurs qu'il y a Aux Etats-Unis une politique plus compétente et qu'à la politique de dévaluation du dollar, s'est ajoutée une politique des codes industriels qui ne pouvait pas faire autrement que de faire monter les prix. Par contre, le cout de la vie a encore plus augmenté que les prix de détail. Pourquoi ? Simplement parce que dans le coût de la vie, on tient compte d'éléments fixes comme les tarifs de transports.

La Suède, la Norvège, la Tchécoslovaquie, pays dont les monnaies ont plus ou moins suiv à différentes époques la monnaie britannique, nous présentent les phénomènes suivants. Niveau des prix pour la Suède : en 1931, 131 ; 1933, 123 ; 1934, 126 ; donc, légère hausse dans les derniers temps. Norvège : à quelques points près, c'est la même chose, avec cette différence que la baisse a été moindre, mais nous sommes encore à 135 contre 139. Pour la Tchécoslovaquie, dont la dévaluation est récente et beaucoup plus limitée, les prix de détail sont de 781 en 1931, - 706 en 1933, - 666 en 1934. On peut discuter, je le répète, ces statistiques qui ne sont pas tout à fait identiques selon qu'elles sont faites par un service ou par un autre. Mais nous voyons qu'en somme dans les pays qui ont laissé tomber leur change, les prix, d'une manière générale, n'ont pas monté, ou ont très peu monté, ce qui fait qu'il n'y a pas compensation entre la hausse de ces prix et le bon marché de leur monnaie.

Vous allez peut-être vous inquiéter déjà. Je le comprends. C'est une inquiétude que je partage ; c'est même une

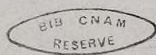


MS 237(8)

angoisse chez moi. En, effet, s'il en est ainsi, nous nous trouvons dans une situation délicate en ce qui concerne la concurrence internationale. Cependant, il ne faut pas conclure si vite, puisque dans les pays à monnaie dévaluée les prix n'ont pas, par leur hausse compensé le bon marché de la monnaie. Mais chez nous les prix ne se sont pas bornés à ne pas monter ; ils ont baissé. Prenons les prix de gros. Nous étions, en monnaie nationale, à l'indice 462 en 1931 (nous nous servons de ces indices parce que nous les rattachons au franc d'avant guerre). Nous étions en octobre dernier à 352. Il y avait une diminution très appréciable. En ce qui concerne les prix de détail, nous étions à 609 en 1931 et en octobre dernier à 477 ; baisse encore très appréciable. En ce qui concerne les indices du coût de la vie, nous étions à 569 en 1931 ; nous étions à 511 en août 1934 : baisse moins importante parce que, chez nous, à l'encontre de ce qui se passe aux Etats-Unis, ce sont précisément les éléments fixes qui entravent la baisse.

Donc, il y a un rectificatif à apporter. Il ne faut pas imaginer que l'inégalité des conditions de la concurrence internationale, résultant des dévaluations à l'étranger, soit aussi grande qu'il nous était apparu d'abord. Nous devons rectifier, car il y a chez nous une baisse des prix qui compense dans une certaine mesure la stabilité des prix de notre monnaie, pour l'étranger qui l'achète et le fait qu'elle est plus chère par rapport aux monnaies dévaluées. Cela compense-t-il ceci ? Si vous avez eu le loisir de noter les chiffres vous aurez très vite fait, par un calcul arithmétique simple, de répondre à la question. Mais je veux vous faciliter la réponse, en empruntant à la statistique générale de la France, qui nous a fourni tous ces documents, les renseignements dont nous avons besoin.

Nous allons prendre, cette fois, les prix or, c'est-à-dire les prix ramenés à la commune mesure de l'or, c'est-à-dire les prix des pays à monnaie dévaluée, compte tenu tout à la fois de la baisse de leur monnaie et de leur niveau dans leur monnaie. Pour la France, ce sont nos prix tels qu'ils sont, puisque le franc d'aujourd'hui, quoiqu'on ait gardé la



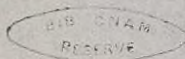
Ms 237(8) SM

mauvaise habitude de l'opposer au franc d'avant guerre, est un petit franc, mais un franc or. C'est un franc qui ne bouge plus par rapport à l'or. Par conséquent les prix or vont nous donner la comparaison exacte que nous cherchons. Prix de gros, en or, en 1931 : la France était à l'indice 94, l'Angleterre à l'indice 92. C'était bien voisin, comme vous le voyez. On était revenu au point de vue or à des prix d'avant guerre, légèrement inférieurs. En les ramenant à notre franc d'avant guerre et en conservant la livre sterling qui alors était intacte, en octobre 1934 : France 71 ; Angleterre : 60. Cela veut dire que les prix or en Angleterre sont maintenant nettement inférieurs, même pour les prix de gros, aux prix or français.

Prix de détail, en or. 1931, c'était l'indice 124 à Paris, 119 en Angleterre, soit une différence de 5 points, ou de 4 %. En 1934 : 97 en France, 77 en Angleterre, soit une différence de 20 points, ce qui fait dans ce cas particulier une différence de 20 %. Par conséquent, les prix de détail traduits en or, ou traduit dans notre monnaie sont beaucoup moins élevée en France, malgré la rectification que j'ai faite tout à l'heure. Coût de la vie ; ici, nous constatons encore une évolution des indices dans le mêmes sens. En 1931, la France avait l'indice 116 et l'Angleterre 135. C'était donc nous qui avions le coût de la vie le plus bas (16 % environ). En France, en 1934, l'indice est de 104 et en Angleterre de 86 : c'est nous qui avons les prix les plus hauts, de 17 % environ, toujours par rapport à la monnaie française.

J'ai dit que ceci est quelque peu préoccupant, attristant, désagréable à entendre. Et c'est la tâche ingrate des hommes de science de dire ce qu'ils croient vrai, sans avoir à se préoccuper de savoir si cette vérité est agréable à entendre. Il faut partir de cette idée que la vérité est toujours bonne à dire et bonne à entendre, qu'elle soit agréable ou non. Donc, se pose le problème de la dévaluation. Il se pose d'une façon certaine. Cela veut dire qu'il y a entre les prix or et les pays à monnaies dévaluées un écart au détriment des nôtres, autrement dit qu'il coûte plus cher d'acheter chez nous que dans ces pays-là. Cependant, on peut

Ms 237(8)



Le 15 mai 1951, le 1er ministre a reçu le rapport de la Commission d'enquête sur la situation de la région de la capitale. Ce rapport a été lu en séance publique à la Chambre des députés. Le 1er ministre a déclaré que la Commission avait fait un travail très sérieux et qu'elle avait donné une réponse à toutes les questions qui lui avaient été posées. Il a ajouté que le Gouvernement était conscient de la gravité de la situation et qu'il allait prendre toutes les mesures nécessaires pour y remédier.

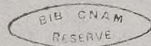
Le 15 mai 1951, le 1er ministre a reçu le rapport de la Commission d'enquête sur la situation de la région de la capitale. Ce rapport a été lu en séance publique à la Chambre des députés. Le 1er ministre a déclaré que la Commission avait fait un travail très sérieux et qu'elle avait donné une réponse à toutes les questions qui lui avaient été posées. Il a ajouté que le Gouvernement était conscient de la gravité de la situation et qu'il allait prendre toutes les mesures nécessaires pour y remédier.

Le 15 mai 1951, le 1er ministre a reçu le rapport de la Commission d'enquête sur la situation de la région de la capitale. Ce rapport a été lu en séance publique à la Chambre des députés. Le 1er ministre a déclaré que la Commission avait fait un travail très sérieux et qu'elle avait donné une réponse à toutes les questions qui lui avaient été posées. Il a ajouté que le Gouvernement était conscient de la gravité de la situation et qu'il allait prendre toutes les mesures nécessaires pour y remédier.

nous dire : "Evidemment, c'est sérieux, peut-être grave, mais qui prouve que cela nous ait fait du mal." Après tout, en quoi, cela peut-il nous nuire ?

Apparemment, logiquement, cela peut nous nuire dans la mesure où notre exportation est entravée, où l'importation est par trop facilitée et où le tourisme qui est un facteur important de notre économie, nous fuit pour se diriger vers l'étranger. Pour l'importation, ce n'est pas très grave. Si notre marché est menacé, vous savez ce que l'on fait : il y a des droits de douane, des contingentements ; par conséquent, ne nous en préoccupons pas trop. Mais il reste l'exportation, il reste la concurrence sur le marché international, il reste le tourisme qui, de sa nature, est en partie internationale et qui suivant qu'il se dirige ou non vers un pays est une source de revenus pour ce pays ou le contraire. Ici, je vais vous dire que les documents, à première vue, ne sont pas réconfortants. Ils sont moins nets, moins précis que ceux que je viens de vous donner jusqu'ici. Dans une étude fort bien écrite, M. Duchemin a présenté un tableau de l'évolution du commerce extérieur, plus exactement de l'exportation, d'une part des pays du bloc or et d'autre part de quelques autres pays. Et notez bien ceci, il compare la situation des pays en 1929 d'une part et en 1933 de l'autre. Il a trouvé qu'au total l'exportation des pays à monnaie dévaluée avait fléchi plus encore que les nôtres : 70 % contre 62 %. Si, par contre, vous consultez les statistiques publiées par la S.D.N., notamment la "Revue de la situation économique mondiale", vous trouvez un tableau bien différent.

En prenant pour base l'année 1930 cette fois, - elle est antérieure à la plupart des dévaluations - et pour point d'arrivée l'année 1933, avec des indications intermédiaires pour 1931 et 1932, nous trouvons des résultats bien différents. La valeur des exportations, d'après ce document, est passée pour la France, de l'indice 90 en 1930 à l'indice 37 en 1933. Cela concorde jusqu'ici avec le chiffre de M. Duchemin ; j'ajoute que pour les autres pays du bloc or, c'est la même chose. Par contre, pour l'Angleterre, les exportations étaient à l'indice 78 en 1930 et elles sont tombées à 50 en 1933. La différence entre 78 et 50 est bien bien moins grande qu'entre 90

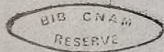


et 37.

Pour le Canada, chiffre semblable ; pour l'Australie, ce n'est même pas cela, il y a, au contraire des exportations qui progressent fortement de 94 à 116 ; pour l'Afrique du Sud de 86 à 99. Pour le Japon, de 68 à 87. Par conséquent, d'après les tableaux publiés par la Société des Nations et contrairement à ce que je venais de vous indiquer tout à l'heure, le commerce d'exportation de la France et des pays du bloc-or a beaucoup plus fléchi que le commerce de la plupart des pays à monnaie dévaluée et même, pour certains de ces pays, nous avons une augmentation au lieu d'une diminution. Seuls, les Etats-Unis font exception et leurs exportations tombent de l'indice 73 à l'indice 33. Mais, nous avons en ce qui concerne les Etats-Unis une très mauvaise récolte de blé ce qui a arrêté complètement les exportations en cette matière ; il y a donc là un phénomène assez particulier, temporaire, qui a dû contribuer quelque peu à influencer ce tableau. Voilà où la statistique apparaît déconcertante, à première vue et je comprend très bien que vous vous tourniez vers moi en me disant : qui croire ?

Heureusement pour l'honneur de la statistique, la contradiction est beaucoup moins grande qu'elle ne paraît à première vue et je vais vous dire pourquoi. C'est que, lorsqu'on projette ainsi ces tableaux, on néglige de dire assez explicitement ou le lecteur néglige de remarquer que, dans un cas, il s'agit de prix-or, dans l'autre, de prix en monnaies nationales. Si l'on tient compte de cette différence, la contradiction disparaît. M. Duchemin avait raison en prix-or et la Société des Nations avait raison en monnaies nationales. Vous me direz : qui croire, quel est l'indice qu'il faut suivre ? La question est extrêmement embarrassante car, si nous considérons les prix en monnaies nationales nous pouvons dire : oui, la valeur des exportations de ces pays s'est accrue, mais dans une monnaie qui a perdu de sa valeur. D'autre part, si nous conservons des prix-or, retenez ce que je vous ai dit tout à l'heure, donc si nous traduisons les prix de ces pays d'abord calculés en monnaies nationales, si nous les traduisons en prix-or, forcément ils sont bas et cela encore, peut-être nous induit en erreur.

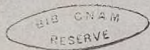
Ms 237 (8)



La vérité c'est que, dans des périodes d'instabilité monétaire semblables, il est assez délicat d'user de l'un et l'autre des moyens de comparaison. Il faut les employer avec une très grande prudence et se garder de toute déduction globale et hâtive. On a essayé d'ailleurs, à la Société des Nations de détourner la difficulté d'une façon assez ingénieuse. Au lieu de calculer la valeur des exportations qui, soit en or soit en billets, risque toujours d'être fallacieuse, on a imaginé de calculer de coût en tonne, de voir quelle a été l'augmentation de la quantité de marchandises exportées, abstraction faite des fluctuations de la monnaie. On a pris les statistiques de 1930 avec leur valeur de 1930, avec les prix de 1930 et on a calculé les évaluations douanières des exportations suivantes, non pas en leur appliquant les prix de l'année, mais de 1930. Malheureusement cette méthode n'est pas aussi différente de celle des prix-or, étant donné que les prix de 1930 étaient encore des prix-or pour l'Angleterre, pour les Etats-Unis et pour beaucoup de pays dont la monnaie n'était pas encore dévaluée. Par conséquent, là-encore, nous avons un indice qui ne peut être manié qu'avec beaucoup de prudence.

Je vais vous en donner les résultats pour les pays qui sont indiqués ici. Angleterre : 82 en 1930 - 64 en 1933. France : indice 89 en 1930 et 60 en 1933. Vous voyez que la différence est bien minime. Pour les Etats-Unis la baisse a été plus grande qu'en France puisqu'on est passé de l'indice 83 à l'indice 52. Pour le Japon par contre, pays très dévalué, l'indice est passé de 84 en 1930 à 110 en 1933. Pour l'Italie, pays du bloc-or, l'indice est passé de 95 en 1930 à 79 en 1933, chiffre relativement satisfaisant.

Je vais revenir maintenant à une observation qui sera la dernière sur ce sujet délicat et qui vous prouvera quelle confiance et quelle prudence il faut apporter dans l'élaboration de ces instruments de statistiques. M. Duchemin en prenant, d'une part les prix en 1929 et d'autre part, en 1930 a indiqué seulement le point de départ et le point d'arrivée. Avec les tableaux de la Société des Nations nous avons l'intermédiaire des années 1931 et 1932 ce qui est précieux et voici pourquoi. C'est qu'en somme les indices de 1929 et de 1930

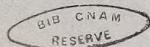


sont le plus souvent les indices d'avant la dévaluation ; les autres sont pour la plupart d'après la dévaluation dans les pays dévalués. S'il est exact aujourd'hui, au regard des prix or, quella diminution des pexportations est encore plus grande dans les pays dévaluateurs que dans les autres, il faut ajouter que la grande chute s'est produite chez eux avant la dévaluation. Elle s'est faite en 1931, et depuis, il y a plutôt un redressement. Au contraire, dans les pays du bloc or, la chute s'est faite dans ces derniers temps, depuis qu'il y a eu dévaluation au dehors. Je suis bien obligé de reconnaître que c'est un argument grave, je ne dis pas en faveur de la thèse de la dévaluation (je n'en suis pas là et je souhaite n'avoir pas à en venir là), mais c'est un argument grave en ce sens que le problème de la dévaluation considéré comme le problème des répercussions qu'ont sur l'économie française les dévaluations étrangères se pose véritablement.

Nous avons d'ailleurs d'autres indices à consulter. Je n'en abuserai pas ; je terminerai bientôt cette lecture pénible mais nécessaire. Nous avons les indices de la production industrielle, qui ne sont pas parfaits. On les établit sur des données un peu sommaires : la consommation d'électricité par exemple, le chômage, le mouvement des transports etc... Mais comme ils sont faits par procédés assez semblables dans les divers pays, ils sont suffisamment comparables, pour qu'on puisse en tirer des indications prudentes. La question se pose encore de savoir si l'activité industrielle a été dans ces derniers temps, si depuis la dévaluation de la livre notre activité économique a été touchée plus que celle de l'Angleterre, ou moins.

Si nous ne consultons pas des statistiques, à en juger seulement par ce que nous savons de l'extension du chômage, nous ne pouvons pas douter que la crise se soit aggravée chez nous depuis quelque temps. Il ne paraît guère non plus que la crise ait diminué en Angleterre, où le chômage a cependant diminué. Nous avons d'une part les indices des pays du bloc or, indices, cette fois, de production, d'activité industrielle. Ces indices ne sont pas à première vue très alarmants. Pour la France, 1930 : 73, tandis qu'en 1928, c'était la base de

MS 237(8)
SM



100. Diminution depuis 1928, mais redressement en 1933 à 87 et en 1934 nous arrivons à 78. On a pris le mois de juin de chaque année pour avoir des cadres comparables. En somme, petit redressement. Indices tout à fait comparables pour la Belgique, les Pays-Bas, la Pologne. Pour l'Italie, pourcentage d'amélioration très sensiblement meilleur : l'indice de 1932 étant tombé à 62, s'est redressé en 1934 à 85.

Voilà pour les pays du bloc or. Quant aux pays à monnaie dépréciée, le Japon, lui, nous montre une progression magnifique entre 1932 (108) et 1934 (143). Les Etats-Unis ont une progression un peu oscillante : indice 53 en 1932, 82 en 1933, mais 77 en 1934. L'Angleterre : 89 en 1932, 91 en 1933, 104 en 1934. Le Canada : 65, 67, 80. La Suède : 76, 81, 107. La Tchécoslovaquie : 67, 63, 74. Au total, si nous croyons ces indications, l'activité industrielle dans les deux dernières années et surtout dans la toute dernière phase, s'est ralentie dans les pays du bloc or, tout au moins le redressement qui commençait a été arrêté. Au contraire, c'est dans cette toute dernière phase, de 1933 à 1934, que nous voyons l'activité industrielle renaître, le chômage diminuer dans les pays à monnaie dévaluée.

J'ajoute que si nous voulons en France décomposer l'indice général de l'activité industrielle, si nous lui substituons la succession des indices particuliers à chaque industrie, nous obtenons un résultat assez curieux. L'indice général a fléchi entre 1931 et 1932, il est remonté en 1933, il fléchi à nouveau en 1934. Voyons les indices par industrie. Textiles : 1931, 71 ; 1932, 60 , octobre 1934, 55. Métallurgie : 1931, 103, ; 1932, 72 ; 1933, 84 ; 1934, 79. Cuirs : 1931, 106 ; 1932, 95 ; 1933, 109 ; 1934, 95. Industries mécaniques : 1931, 136 ; 1932, 96 ; 1933, 108 ; 1934, 85. Caoutchouc : 1931, 697 ; 1932, 660 ; 1933, 900 ; 1934, 840. Autos : 545 en 1931 ; 428 en 1932 ; 167 en 1933 ; 452 en 1934. Industries extractives : 110, 98 , elles ne bougent guère. Bâtiment : 125, 91, 77 , baisse progressive.

Quest-ce que cela signifie ? Observez très sommairement ceci : au total, ce sont les industries d'exportation

100. L'industrie des métaux a connu une véritable révolution technique à partir de 1934, sous l'impulsion de la recherche scientifique. En 1934, les métaux étaient considérés comme des matériaux passifs, mais à partir de 1934, ils ont été traités comme des matériaux actifs, capables de résister à des efforts considérables. En 1934, les métaux étaient considérés comme des matériaux passifs, mais à partir de 1934, ils ont été traités comme des matériaux actifs, capables de résister à des efforts considérables. En 1934, les métaux étaient considérés comme des matériaux passifs, mais à partir de 1934, ils ont été traités comme des matériaux actifs, capables de résister à des efforts considérables.

101. L'industrie des métaux a connu une véritable révolution technique à partir de 1934, sous l'impulsion de la recherche scientifique. En 1934, les métaux étaient considérés comme des matériaux passifs, mais à partir de 1934, ils ont été traités comme des matériaux actifs, capables de résister à des efforts considérables. En 1934, les métaux étaient considérés comme des matériaux passifs, mais à partir de 1934, ils ont été traités comme des matériaux actifs, capables de résister à des efforts considérables. En 1934, les métaux étaient considérés comme des matériaux passifs, mais à partir de 1934, ils ont été traités comme des matériaux actifs, capables de résister à des efforts considérables.

102. L'industrie des métaux a connu une véritable révolution technique à partir de 1934, sous l'impulsion de la recherche scientifique. En 1934, les métaux étaient considérés comme des matériaux passifs, mais à partir de 1934, ils ont été traités comme des matériaux actifs, capables de résister à des efforts considérables. En 1934, les métaux étaient considérés comme des matériaux passifs, mais à partir de 1934, ils ont été traités comme des matériaux actifs, capables de résister à des efforts considérables. En 1934, les métaux étaient considérés comme des matériaux passifs, mais à partir de 1934, ils ont été traités comme des matériaux actifs, capables de résister à des efforts considérables.

103. L'industrie des métaux a connu une véritable révolution technique à partir de 1934, sous l'impulsion de la recherche scientifique. En 1934, les métaux étaient considérés comme des matériaux passifs, mais à partir de 1934, ils ont été traités comme des matériaux actifs, capables de résister à des efforts considérables. En 1934, les métaux étaient considérés comme des matériaux passifs, mais à partir de 1934, ils ont été traités comme des matériaux actifs, capables de résister à des efforts considérables.

qui, le bâtiment mis à part, paraissent le plus touché et cela peut donner à penser encore que la disparité monétaire, parmi d'autres facteurs sans doute, a pu contribuer à aggraver chez nous le marasme économique. J'ajoute d'ailleurs que si nous analysons notre commerce extérieur, nous y trouvons des conclusions malheureusement concordantes, car il est bien exact que notre commerce extérieur, dans le courant de l'année dernière, s'est amélioré en ce sens que la balance commerciale s'est redressée ; mais elle s'est redressée surtout par la diminution des importations de matières premières, ce qui fait présager la prolongation de la crise ; de même, l'exportation s'est relevée du côté des matières premières, mais a diminué pour les produits manufacturés.

Je ne crois pas avoir besoin de vous dire qu'en faisant cet exposé je ne m'inspire en aucune manière des méthodes d'un avocat ; je ne suis pas venu pour soutenir une thèse. Lorsque j'ai recherché ces statistiques, lorsque je les ai consultées, lorsque j'y ai réfléchi, j'étais dans l'état d'esprit de l'homme qui cherche à savoir ce qui se passe. Ayant passé un certain temps à recueillir ces statistiques, à méditer sur elles, je vous apporte dans l'ordre qui est nécessaire à mon exposition, les faits que j'ai recueillis. Si je les souligne de temps à autre par une conclusion paragraphe par paragraphe, par une série de conclusions progressives, ne croyez pas que j'ai dans l'esprit une tendance quelconque que je désire faire prévaloir. Je cherche simplement à dégager les faits que j'ai vus à travers les statistiques, comme je m'efforcerais de dégager d'autres faits, si je voyais d'autres faits.

Or, je suis bien obligé de conclure que de l'ensemble des faits que je vois, me paraît se dégager la conclusion que la disparité des prix entre les pays du bloc or et les pays dévaluateurs est un phénomène en lui-même préoccupant et que la coïncidence (je ne dis pas plus en ce moment) entre ce phénomène et la constatation d'une crise qui s'aggrave, d'un commerce extérieur qui se restreint, est de nature à suggérer l'idée qu'il peut y avoir pour une part, tout au moins, une relation de cause à effet entre les deux phénomènes ; je

qui, le premier et le plus important, est de faire
savoir à l'opinion publique que la République n'est
pas une simple forme de gouvernement, mais qu'elle
est une véritable philosophie de la vie, une
véritable éthique, une véritable religion.
C'est pourquoi, nous ne pouvons pas nous contenter
de dire que la République est une forme de
gouvernement, nous devons dire qu'elle est une
véritable philosophie de la vie, une véritable
éthique, une véritable religion.

En effet, la République n'est pas seulement
une forme de gouvernement, elle est une véritable
philosophie de la vie, une véritable éthique,
une véritable religion. Elle est une véritable
éthique, une véritable religion, une véritable
philosophie de la vie. Elle est une véritable
éthique, une véritable religion, une véritable
philosophie de la vie. Elle est une véritable
éthique, une véritable religion, une véritable
philosophie de la vie.

En effet, la République n'est pas seulement
une forme de gouvernement, elle est une véritable
philosophie de la vie, une véritable éthique,
une véritable religion. Elle est une véritable
éthique, une véritable religion, une véritable
philosophie de la vie. Elle est une véritable
éthique, une véritable religion, une véritable
philosophie de la vie.

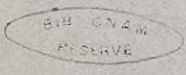


crois cela probable.

Cependant je dois ajouter aussitôt qu'il y a certainement bien d'autres circonstances qui peuvent expliquer le ralentissement de notre commerce extérieur. Il y a le protectionnisme croissant partout ; il y a les contingentements ; il y a une politique d'autarchie économique qui fait que partout, chaque pays se protège derrière des barrières et que les échanges internationaux deviennent de plus en plus difficiles. L'Angleterre certes a procédé à une dévaluation de sa monnaie ; mais elle s'est en même temps convertie au protectionnisme. Il y aurait une grande légèreté de ma part à ne mettre en cause que la disparité des prix, alors que tant d'autres circonstances expliquent ce ralentissement de notre activité économique. Il y a en effet aussi les difficultés de règlement de la part de certains pays qui n'ont pas le droit de transférer à l'étranger librement pour payer les sommes qu'ils doivent à l'exportateur. Bien plus, nous assistons à une crise agricole qui résulte de circonstances qu'il serait trop long d'énumérer ici, mais qui a sa répercussion sur l'activité industrielle.

Par conséquent, pour autant que j'en puisse juger par les moyens statistiques qui sont à la disposition d'un travailleur scientifique, qui travaille isolément, je peux dire seulement qu'un problème se pose : pour préciser la part ~~que~~ de responsabilité de la disparité monétaire, il faudrait disposer de moyens que je n'ai pas. Il faudrait pouvoir faire des enquêtes dans les industries, dans toutes les industries l'une après l'autre. Comme je n'ai pas pu le faire, j'ai tiré une conclusion prudente des documents que j'ai, et je vous demande de ne pas dépasser ce que j'ai moi-même entendu dire et démontrer. D'autre part, s'il s'agit de mesurer le dommage que peut nous causer cette disparité des prix, les moyens de travail dont je dispose, ne me le permettent pas. Aussi ne m'est-il pas permis de conclure que cette disparité soit la cause primordiale, ni même une des causes les plus importantes de l'accroissement de nos difficultés économiques. Je le dis nettement, franchement.

Ms 237 (8)

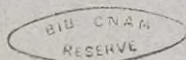


Mon auditoire pourra penser qu'il est regrettable qu'après avoir longuement étudié ~~un~~ problème aussi délicat on ne puisse pas arriver à des conclusions positives, car il faudrait passer de la pensée à l'action ; il faut quand on étudie des problèmes dont l'intérêt est aussi manifeste pour l'intérêt de notre pays, essayer de dégager quelques conclusions pratiques. Il est regrettable que la nature des faits et des moyens d'investigation ne me permettent pas de dégager à moi tout seul ces conclusions pratiques désirables. Je n'oserai pas dire qu'il faudra résoudre le problème posé par une mesure positive ; je n'oserai pas dire qu'on pourra se dispenser de trouver une solution et que le mal se guérira tout seul.

Je suis ce soir, faisant mon métier d'économiste, non pas comparable au chirurgien, - ce n'est plus moi qui opère puisque je suis rentré dans ma tour d'ivoire - mais tout au plus un médecin. Eh bien, le médecin économique qui est en moi vous dit simplement : diagnostic réservé, soyons prudents ; ne nous risquons pas à affoler l'opinion sous prétexte de la rassurer ; il n'est pas impossible qu'une opération, à un moment donné, soit nécessaire ; par conséquent, il ne faut pas faire peur au patient. J'ajoute que l'opération peut se faire - je parle en technicien - à peu près sans douleur et sans grand danger. L'opération, je la déplorerai, pour ma part, parce qu'il est déplorable lorsqu'on a une doctrine très ferme, très solide, à laquelle nous sommes unanimement attachés en France - celle de la monnaie stable, stable par rapport aux monnaies étrangères - il est déplorable d'avoir à prendre des mesures qui sont en contradiction avec cette doctrine, simplement parce qu'il a plu aux gens d'en face, aux voisins, de suivre une politique différente.

Mais, je crois aussi que la sagesse n'est pas d'ignorer le mal que l'on nous cause et je dois dire que, contrairement à une opinion courante - et je crois que cela ressort d'ailleurs abondamment de mon exposé - lorsqu'un pays diminue la teneur en or de sa monnaie, il ne faut pas croire comme on le dit constamment en France que le rentier est lésé, parce que tout monte. L'exemple de l'Angleterre nous le prouve. Il n'est pas possible qu'à ce point il y ait vérité en deça de la

Ms 237(8)



la Manche et erreur au-delà. Si les Anglais ne se plaignent pas c'est que l'expérience prouve qu'une monnaie peut perdre sa teneur en or sans pour cela que les prix montent. Donc, je le répète, si une opération est nécessaire elle peut se faire sans danger et sans affolement quoiqu'elle me paraisse en elle-même déplorable. Mais, si elle s'impose par la nécessité de réagir contre ce qu'a fait l'étranger, cela est possible et je vais vous expliquer pourquoi.

La chose est possible ? Je vous ai dit en effet le rapport entre la monnaie et les prix. Il y aurait beaucoup à dire là-dessus. Mais, il y a un rapport certain entre la monnaie et les prix : c'est lorsque le change varie. S'il baisse, vous êtes obligé de payer plus cher les marchandises que vous importez. Cependant, cette vérité n'est pas absolue. Pourquoi ? Parce que si, en même temps que votre monnaie baisse, celles de tous les autres pays baissent avec la vôtre, vous avez moins d'or, mais vous avez autant d'unités en monnaies étrangères et vos prix ne montent pas. C'est là l'explication du mystère anglais et de celui des pays à monnaies dévaluées. Voilà pourquoi ils ont pu faire une opération qui ne leur a pas fait le mal que nous aurions pu croire. Si nous en avions fait autant, au même moment, il est probable que cela se serait passé de même. Mais, aujourd'hui, n'oublions pas que nous avons déjà empêché nos prix de fléchir et si nous faisons maintenant une dévaluation, nous aurons une hausse de prix provenant de ce que notre change ayant baissé avec notre monnaie nous achèterons des marchandises étrangères en moins grand nombre.

Je conclus donc d'une façon stricte que si l'on veut faire l'opération d'une façon rationnelle en agissant simultanément sur le change et sur le régime douanier elle est réalisable. La bonne propagande de ceux qui, en ce moment, veulent défendre l'intérêt du pays, leur devoir me paraît être de ne pas cacher que si l'opération était nécessaire et réalisable sans dommage immédiat, avec le seul regret de suivre un très mauvais exemple, et de créer un précédent qui, s'il se renouvelait arriverait à nous faire vivre dans un monde d'instabilité monétaire, mais en soi l'aliment dont on rétablirait la stabilité des changes, n'est pas une chose impos-

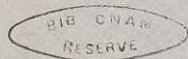
sible et qu'il se trouve que l'intérêt du pays l'exige, il faut se représenter - je parle en technicien - que l'opération est possible.

Mais ce n'est pas là-dessus que je veux terminer. Je dis que techniquement je crois l'opération possible. Je déploierai cependant qu'elle fut nécessaire. Je souhaite infiniment qu'elle ne soit pas. En tout cas, il y a un péril grave, contre lequel il faut mettre notre pays en garde. Il y a, en effet, des gens qui préconisent la dévaluation avec un entrain qui m'inquiète. Car, ainsi que vous l'ai dit, il peut y avoir des raisons de la faire, elle peut-être et si elle n'est pas nécessaire, il ne faut pas la faire. Il y a aussi des gens qui, pensant sans doute bien faire, veulent ignorer le problème et, sous prétexte de rassurer le pays, affolent l'opinion en disant que ce serait la ruine et la catastrophe. Ce qui me ferait le plus peur ce serait une conjonction entre ces deux catégories de gens, conjonction involontaire mais qui arriverait au résultat que voici. Devant une situation économique qui s'aggrave, il pourrait arriver, à un moment donné, que ce soient ceux-là même qui ont le plus vigoureusement combattu la dévaluation qui soient amenés à la faire, dans la panique, sous la forme où il ne faut à aucun prix la réaliser, ce serait celle qui consisterait à abandonner l'étalon-or.

Mais, ne dira-t-on, les Anglais l'ont fait, les Américains aussi et ils ont cependant maintenu, contenu leur monnaie. Vous savez ce qui s'est passé ces derniers jours à Londres. On s'est demandé si on allait continuer à contenir les fluctuations de la livre. On ne les a pas tout à fait contenues comme on l'aurait voulu. La pente de la dévaluation est une pente dangereuse où l'on n'est pas sûr de s'arrêter surtout lorsqu'un pays a un stock d'or comme la France cette politique est la plus périlleuse, la plus lâche et celle qui serait impardonnable. Ce serait celle qui consisterait à abandonner le franc en disant : on se rattrapera après si on le peut. Il y a des cas où il faut savoir quelles responsabilités on doit prendre.

Nous ~~ne~~ pouvons maintenir notre franc qui n'est stable - il faut le reconnaître - que relativement car nous

Ms 237(8)

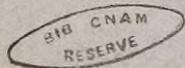


ne pouvons empêcher qu'il soit devenu instable par rapport aux monnaies étrangères qui, elles-mêmes, sont instables par rapport au franc. C'est un rapport réciproque. Il va s'en dire que si la livre vaut moins que le franc maintenant, le franc vaut plus la livre par rapport à ce qu'elles étaient l'une au regard de l'autre autrefois. Ce genre de stabilité pourtant essentiel qui consiste à maintenir la stabilité entre les monnaies, cela ne dépend pas de notre Gouvernement actuel.

Je souhaite, avant tout, qu'un accord international soit réalisé avant longtemps, mais tant que cet accord international n'aura pas eu lieu, nous sommes en présence d'un fait, il existe, il faut en prendre conscience ou nous résigner à le constater. Ne pas bouger, c'est tout de même prendre une décision, c'est, malgré les conditions inégales de concurrence que subit notre exportation aujourd'hui, maintenir le franc comme il est. Le jour où les Anglais stabiliseront leur livre, jour qui, on l'espère n'est pas trop loin, au taux de 40 ou 45 % inférieur au franc, ce sera une responsabilité grave. Si on trouve qu'elle est trop grave, il faut en prendre une autre qui sera de maintenir l'étalon or à un taux nouveau. Je le déplore pour ma part, mais cela peut-être à un moment donné un moindre mal. Nous avons l'exemple de la Tchécoslovaquie.

Il faut à tout prix éviter de laisser flotter le franc de cesser d'assurer sa convertibilité régulière. Qu'on assure sa convertibilité à un taux ou à un autre, c'est discutable, Les circonstances, l'enquête à laquelle je faisais allusion aura été faite, pourront nous amener à une solution ou à une autre. Mais il y a une chose dont je suis profondément convaincu, c'est qu'il ne faut à aucun prix faire ce qu'ont fait les Anglais ou les Américains, laisser fluctuer la monnaie en attendant qu'elle se fixe toute seule au cours qu'elle voudra. C'est dangereux, ce serait particulièrement dangereux dans un pays comme la France qui a connu une crise de dépréciation, qui a failli mal tourner. Une pareille expérience n'est pas recommencer : il faut l'éviter de toutes les manières, Voilà ma conclusion. Vous direz peut-être qu'elle est négative mais elle n'en est pas moins très vraie, car c'est en toute conscience que je la donne.

(Applaudissements)



Ms 237(8)
SH

